



**Le 10 septembre dernier à l'ouverture de la 39ème session du Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'Homme, la patronne de cette institution n'a pas mâché ses mots pour dénoncer les enlèvements, assassinats et destructions des biens publics dans les régions anglophones.**

C'est une condamnation explicite des exactions commises par les bandes armées séparatistes dans les régions anglophones. Elle est formulée par le Haut-commissariat aux droits de l'homme. Selon l'institution onusienne, ces « groupes armés » sont responsables de multiples exactions sur des populations, notamment d'actes terroristes, ainsi que la destruction d'édifices publics.

Cette condamnation, première du genre dans le discours diplomatique onusien au sujet de la crise sociopolitique dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest, est faite par Michelle Bachelet en personne. Cette sortie, véritable revers pour les sécessionnistes dans la bataille diplomatique qu'ils semblaient vouloir porter jusqu'au Conseil de sécurité de l'ONU, a été faite à Genève (Suisse) le 10 septembre dernier.

Dans son allocution de circonstance à l'ouverture de la 39ème session du Haut-Commissariat des Nations-Unies aux droits de l'Homme, la patronne de cette institution spécialisée du système onusien, n'a pas mâché ses mots concernant la situation dans ces deux régions du

Cameroun. « Nous condamnons fermement, a-t-elle lancée, l'enlèvement et l'assassinat des élèves et des enseignants, ainsi que la destruction des écoles par des éléments armés dans les régions du Nord-Ouest et du Sud-Ouest. Ces actes d'intimidation empêchent des milliers d'enfants d'accéder à l'école », regrette la diplomate.

Le Royaume uni a lui aussi clairement condamné la violation du droit à l'éducation par les sécessionnistes. Dans son intervention mardi dernier, la Belgique a aussi explicitement condamné les violences en cours dans ces régions. Michelle Bachelet salue par ailleurs l'ouverture gouvernementale. « Nous notons que le gouvernement camerounais a ouvert une enquête au sujet des crimes apparemment commis par des militaires et l'incitons à sanctionner ceux qui auraient effectivement violé les droits humains ».

Autant le dire, la tonalité de ce discours apparaît comme une autre défaite « sur le terrain diplomatique » pour les leaders et partisans du mouvement sécessionniste de l'Ambazonie. Cette 39e session était marquée par l'absence des États-Unis. Le pays de Donald Trump a quitté le Conseil en juin dernier en accusant l'institution de parti pris contre Israël.

Michelle Bachelet qui prononçait à l'occasion son tout premier discours en tant que patronne du Haut-commissariat aux droits de l'Homme, est la fille d'un général opposé à Augusto Pinochet, décédé après des mois de cellule et de torture. Cette ancienne présidente du Chili (à deux reprises) a connu les contraintes de la direction d'un Etat et a eu affaire à la police politique dans son pays.

## **Cameroon-report**

---